



Mouvement international de la Réconciliation-branche française

68 rue de Babylone, 75 007 Paris,
Tél. : 01 47 53 84 05, Fax : 01 45 51 40 31

Adresse courriel : mirfr@club-internet.fr

Site Internet : www.mirfrance.org

N° 150 Juin-juillet 2009

BULLETIN D'INFORMATION DE LA BRANCHE FRANÇAISE DU MIR

ÉDITO

De la pétition au dialogue

J'avais signé une pétition contre la loi de Programmation militaire... une de plus ! Mais voilà que je reçois une longue réponse d'une députée de mon département, dont voici quelques extraits :

"J'ai pris bonne note des attentes qui sont les vôtres et de vos argumentaires, même s'il me semble ... utile de rappeler, que l'industrie de l'armement dans notre pays représente plusieurs dizaines de milliers d'emplois, que la cessation de tout investissement dans ce domaine, condamnerait immédiatement à disparaître [...]. En outre, cesser tout investissement dans le domaine de l'armement, c'est placer notre pays sous la menace directe d'un certain nombre d'États Terroristes ou, du moins, menés par des dictateurs qui soutiennent les mouvements terroristes [...]. C'est aussi notre industrie de l'armement, qui génère des rentrées financières à la France à travers ses exportations, profitant ainsi au budget de l'État notamment, qui permet de faire face à la politique sociale [...]. Les gouvernements successifs ont su écouter cette attente de nos concitoyens d'une France moins armée. Néanmoins, nous ne pouvons nous passer d'une force militaire compétente, dotée de moyens sophistiqués, faute de quoi, nous perdrons toute crédibilité à travers le monde et nous perdrons, bien évidemment, des marchés importants en terme économique. Je ne manquerai pas de faire état de votre argumentaire auprès de mes collègues parlementaires [...] et [...] restant à votre entière disposition, je vous prie de croire..."

Je ne pouvais pas ne pas remercier d'abord mais aussi répondre :

"Merci d'avoir pris le temps de répondre [...] Mais les arguments que vous me présentez ne me satisfont pas. Je ne peux accepter que l'on fabrique des armes de

destruction massive et que l'on vende des armements sous prétexte de garder des emplois ou des rentrées financières. Accepteriez-vous la même argumentation en faveur de la fabrication et la vente de drogues par exemple ?

Il est évident qu'il faut prévoir une reconversion et un investissement dans d'autres secteurs, en particulier l'éducation. Nous terminons une "Décennie de promotion d'une culture de la non-violence et de la Paix pour les enfants du monde" votée à l'unanimité de l'Assemblée générale de l'ONU en 1998. Qu'avons-nous fait de notre signature ? La France en effet s'est engagée ce jour-là à "mettre en œuvre tous les moyens pour que la pratique de la non-violence soit enseignée à tous les niveaux de la société, y compris dans les établissements d'éducation". Dix ans après, malgré les efforts de la "Coordination française pour la décennie" regroupant plus de soixante associations, qui a fait un remarquable travail de préparation d'un programme, c'est resté lettre morte. Nous continuons à cultiver la violence et à y consacrer des sommes énormes. Si seulement 1% du budget militaire était consacré à la recherche et à la formation pour une "défense civile non-violente" et un apprentissage de la gestion des conflits ! Et face au danger terroriste ce n'est pas notre armement nucléaire qui sera bien utile ! Barak Obama a eu le courage de proposer un réel désarmement nucléaire, et en réponse nous faisons dans les journaux la promotion de notre force de dissuasion ! J'ai honte ! Je vous signale aussi que le seul pays d'Amérique latine dont on ne parle jamais, parce que tout y est calme apparemment, est le Costa-Rica, qui a supprimé dans sa Constitution même l'existence d'une armée.

Bien amicalement"

Jean-Louis Morin

L'ACTION DU MOIS

Halte au massacre des communautés indigènes de l'Amazonie péruvienne

Pour la défense des droits des peuples indigènes et de la biodiversité de l'Amazonie au Pérou, patrimoine de l'humanité. Communiqué et appel à signatures - En réponse à la grève générale pacifique menée depuis 2 mois par les indigènes en Amazonie péruvienne contre onze décrets favorables aux Traités de Libre Commerce et attentatoires à leurs droits et à

l'environnement, le gouvernement d'Alan Garcia a lancé vendredi 5 juin à l'aube une attaque d'une violence extrêmement grave sur les manifestants qui occupaient depuis 10 jours la route Belaunde Terri, dans l'endroit nommé la «Curva del Diablo», dans le département d'Amazonas, au nord du pays. (suite page 7)

TABLE DES MATIÈRES

Les nouvelles du MIR (p.2)
le MIR en France (p.2)
le MIR dans le monde (p.3)

De-ci, de-là (p.5)
L'action du mois (p.7)
bulletin d'adhésion (p.8)

LES NOUVELLES DU MIR

LE MIR EN FRANCE

Week-end à Redon

Une dizaine de participantes étaient réunies les 16 et 17 mai au Centre spirituel de la Roche du Theil à Redon (35).

Notre week-end s'est déroulé autour de la parole de St Paul aux Corinthiens :

« Au nom du Christ, laissez-vous réconcilier avec Dieu ». Maria Biedrawa nous a apporté un enseignement riche pour notre vie quotidienne.

- Quelles sont nos forces sur le chemin de la réconciliation ?

- La réconciliation est-elle toujours possible ?

Des temps de partage, de prière ont aussi jalonné ces deux journées vécues dans la fraternité.

Du fond du cœur, merci Maria. Nous portons dans la prière le MIR et toutes les personnes qui œuvrent au service de la Réconciliation.

Sœur Paule Boulais

Week-end au Chambon-sur-Lignon

"Du 29 au 31 mai, le collège cévenol a fêté ses 70 ans. Fondé à la rentrée 1938 par deux figures du MIR, le pasteur André Trocmé et Edouard Theis, qui en fut le directeur jusqu'en 1963, le collège-lycée continue aujourd'hui sa mission d'éducation dans l'esprit de la non-violence et de la paix. Plus de 1 100 anciens élèves de toutes les générations sont venus fêter sur le plateau du Chambon-sur-Lignon cette longue histoire et manifester leur attachement à cet établissement. Cette fête, organisée conjointement par le collège, dirigé par Fabien Larroque, l'association unifiée du Collège, présidée par Martine Chauvin, et l'association des anciens du collège, présidée par Laurent Pasteur, a

permis des retrouvailles et des réflexions sur le passé, le présent et l'avenir du collège. Une table ronde a permis d'évoquer le temps de sa fondation dans l'esprit du MIR et ses choix actuels en faveur d'une pédagogie de la non-violence et de la paix. Vincent Roussel et moi, de la Coordination française pour la Décennie, à laquelle appartient l'association du Collège cévenol, avons présenté le travail de la Coordination en faveur de cette pédagogie. Ces journées étaient dynamiques et augurent bien de l'avenir. Longue vie au Collège cévenol ! Et merci à Annie Marquer, qui représente le MIR auprès du collège, pour son hospitalité au Chambon.

Christian Renoux

OPM:

Le 14 mai, dans la crypte de l'église du Saint-Esprit à Paris, Thérèse-Nicole Allegbé et Maria Biedrawa donnaient une conférence avec comme titre :

« L'espérance insoumise ». Quels défis pour l'Afrique et le Synode africain 2009 ? Comment les chrétiens agissent-ils en Eglise ?

Sr. Thérèse-Nicole, ivoirienne et formée à la résolution non-violente des conflits au CERAP (Centre de recherche et d'action pour la paix) à Abidjan, présentait la démarche du Synode et les deux documents (les

lineamenta et le *document opérationnel*), en se concentrant principalement sur les aspects sociopolitiques, socio-économiques et socioculturels. Pour ma part, j'ai repris ces 3 thèmes en donnant de nombreux exemples de groupes du MIR ou proches du MIR en Afrique, pour démontrer la démarche non-violente dans ces domaines.

Après une discussion, la soirée s'est terminée par une prière et un temps convivial.

Maria Biedrawa

LE MIR DANS LE MONDE

Cet été avec le MIR en Afrique

Le MIR France sera de nouveau présent en Afrique pour réaliser ensemble avec nos amis africains quatre projets sur cinq qui étaient prévus. La crise financière se fait ressentir partout. Il a été particulièrement difficile cet année d'obtenir des financements. Si nous pouvons maintenir 4 sessions, c'est grâce à des simplifications radicales sur place, une contribution financière locale parfois importante et les dons spontanés et généreux de beaucoup de particuliers, membres ou proches du MIR. Qu'ils soient chaleureusement remerciés au nom des bénéficiaires ! Comme vous le verrez, nous vivrons des moments forts dans des pays où la vie n'est pas un fleuve tranquille. Nos sessions touchent des personnes qui vivent dans un contexte sensible, voire fragile. Merci d'accompagner ces sessions dans vos prières.

Atakpamé, Togo, 2-7 août- projet pilote : « Encore jeune et déjà médiateur »

Le Togo a connu de terribles violences lors des « élections » en avril 2005. Atakpamé était une des villes très atteinte. Les jeunes portent ces lourds souvenirs en eux. Pas loin de la ville, dans la forêt, les enfants soldats existent toujours, même si l'ampleur du phénomène n'est pas comparable à ce l'on connaît en Ouganda ou Libéria. Il est urgent de rendre les jeunes acteurs, de leur apprendre un nouveau savoir-faire et savoir-être. Les objectifs sont donc d'apprendre aux enfants et aux jeunes des méthodes de résolution de conflit autres que la violence ; par la mise en situation comme acteur de paix, les aider à surmonter certains traumatismes ; développer les capacités des enfants et des jeunes pour prévenir la manipulation et instrumentalisation et d'assainir le terrain pour une future réintégration des enfants soldats. Y participeront 30 jeunes de 6 écoles chrétiennes d'Atakpamé. Il ya aussi un temps de sensibilisation prévue pour les enseignants et les parents. Le MIR Togo, implanté à Atakpamé est le pilote de projet.

L'animation est assurée par Sr. Thérèse-Nicole. Comme directrice d'un foyer pour jeunes filles à Abidjan, elle a inventé ce que nous appellerions ici en France « Génération Médiateurs », donc ce qui est recherché par le groupe à Atakpamé. Pour cette session nous n'avons obtenu aucun financement. Nous pouvons la maintenir grâce à une mobilisation de ressources sur place (par ex. une école qui met à disposition gratuitement ses salles, des sœurs qui hébergent la formatrice etc.) et des dons de particuliers. La bonne nouvelle aujourd'hui : nous avons des promesses de financement pour poursuivre cette formation en 2010- et cela sera nécessaire.

Session de travail à Abidjan, 10-15 août : « Manuel pédagogique de Réconciliation dans des situations post-conflit »

Avec des personnes venant de Côte-d'Ivoire, Guinée, Togo et les deux Congo (si le financement suit) qui ont déjà une expérience dans le travail de réconciliation intergroupes. Nous voulons élaborer et rédiger un Manuel pédagogique qui servira d'outil aux animateurs de communautés chrétiennes de bases, dans les écoles - partout où les conflits instrumentalisés déchirent le tissu social, les relations interpersonnelles et la confiance qui seuls peuvent mettre l'Afrique debout. L'idée de ce travail est née d'un « Chemin de réconciliation » qu'ont vécu des sœurs religieuses en Côte-d'Ivoire l'année dernière. Plusieurs évêques de Conakry (Guinée) à Kinkala (Congo) en passant par la Côte-d'Ivoire soutiennent la démarche. Nous voulons que ce travail soit une réelle contribution au Synode d'Afrique qui se déroule en ce moment et surtout, qu'il serve concrètement sur le terrain. Hans Uli Gerber, coordinateur de la Décennie « Vaincre la violence » au Conseil Œcuménique des Eglises, se joindra à nous pour la diffusion. Le processus est animé par Thérèse-Nicole Allegbé et Maria Biedrawa. La session est à ce jour financée par un don de 2000,00 € de « Aide à l'église en

Afrique ».

Séminaire à Abidjan, 17-23 août : « Fondamentaux de la non-violence active évangélique »

Il y a déjà un noyau de personnes, proches du MIR, présent à Abidjan qui attend cette formation depuis longtemps. Sont invitées à cette première des personnes d'un milieu chrétien. A l'avenir, cette session sera à retravailler avec des musulmans qui présentent une population importante dans ce pays. Nous invitons également 2 membres de Justice et Paix naissant en Guinée - Conakry. L'animation est assurée par Maria Biedrawa, ensemble avec Célestine Atta Zoma comme relais local. La formation est financée par une subvention de 2000,00 € que NV XXI nous a accordée et des ressources locales.

Kinkala, Congo : 27 août - 2 septembre: « Formation de formateurs - 2^e partie »

En été 2008, un groupe de 10 personnes se retrouvaient déjà à Brazzaville pour une 1^e partie, centrée sur le contenu et les méthodes d'animation de notre session « Fondamentaux de la non-violence active et évangélique », telle qu'elle a été élaborée par Jean et Hildegard Goss-Mayr. Elle est le « patrimoine » du MIR. Les participants se sont entre temps lancés sur le terrain. Ils reviendront donc premièrement pour une relecture de leurs expériences et amélioration de leurs pratiques. Ensuite, nous travaillerons sur l'ingénierie de la formation, c'est-à-dire la construction de nouveaux modules, traitant des thèmes qui leur sont souvent demandés. Le MIR Congo autofinance cette session, y compris le billet d'avion Abidjan - Brazzaville pour la formatrice.

Maria Biedrawa

La présidente honoraire du MIR Hildegard Goss-Mayr est sur le point de recevoir un prix Pacem in Terris

Hildegard Goss-Mayr, une Autrichienne dont les efforts de paix ont inspiré des lauréats du Prix Nobel de la Paix ainsi que des citoyens ordinaires à travers le monde, a été sélectionnée pour recevoir le Prix Pacem in Terris Paix et Liberté. Présenté par l'Évêque Martin Amos du diocèse de Davenport et la coalition Pacem in Terris des villes du Quad (au Minnesota), le prix honore le Pape Jean XXIII et commémore sa lettre encyclique de 1963, *Pacem in Terris*, ce qui signifie paix sur la terre. Goss-Mayer, 79 ans, recevra ce prix le 20 septembre lors d'une cérémonie qui débutera à 15 heures dans la chapelle Christ the King à l'université St. Ambrose de Davenport. En tant que 39^e bénéficiaire de ce prix, elle connaît personnellement certains de ses prédécesseurs, comme Adolfo Perez Esquivel, Dorothy Day, Eileen Egan, James Douglass et Mairead Corrigan Maguire. Dans l'avant-propos de "Marqué à vie", une récente biographie de Goss-Mayr écrite par Richard Deats ; Maguire, lauréat du Prix Nobel de la Paix, a écrit: "J'ai eu le plaisir de rencontrer Hildegard et Jean (Goss, son mari) en 1988 alors qu'ils visitaient l'Irlande du Nord qui était à cette époque au milieu d'un conflit ethnico-politique

violent. C'était une période dangereuse pour y venir, mais ils l'ont fait avec grand enthousiasme et générosité d'esprit. Ils nous ont apporté de l'espoir et ont semé nombre de graines de non-violence et de paix."

"L'une des choses incroyables au sujet d'Hildegard Goss-Mayr est qu'elle fait partie du cercle d'amis et des collègues de vraiment beaucoup de nos anciens lauréats. Le lobby de paix composé de huit personnes qu'elle a mis en place pendant le 2^e conseil œcuménique du Vatican comprenait Dorothy Day, Eileen Egan et James Douglass," a confié Dan Ebener, l'intendant en chef du diocèse de Davenport. C'est lui qui a nommé Goss-Mayr pour le prix, il est membre d'une coalition. Il l'a rencontrée pour la première fois il y a 30 ans alors qu'il travaillait pour le Mouvement de la Réconciliation de New York. Elle était à l'époque secrétaire internationale du bureau international du MIR.

Pour lire l'article complet de Barb Arland-Fye au sujet d'Hildegard Goss-Mayr, rendez-vous sur le site du messenger catholique (The Catholic Messenger) à l'adresse suivante : <http://www.catholicmessenger.org/>

La dépêche du secrétariat

Puisqu'il semble que ce soit devenu une habitude mensuelle, je souhaiterais écrire ici quelques mots à propos de la réunion européenne annuelle du MIR qui s'est déroulée à Spala en Pologne, et qui a été organisée par la branche polonaise « Tolérance » et la branche néerlandaise « Kerk en Vrede » (Eglise et Paix). Ce fut l'un des événements les plus intéressants auxquels j'ai assisté au cours de ces derniers mois. C'était non

seulement très bien organisé par ces deux organisations, que je félicite par ailleurs, mais c'était aussi intéressant de rencontrer de nouveaux membres potentiels du Mouvement International. C'était vraiment revigorant, tout particulièrement pour quelqu'un qui a travaillé en Europe de l'Est ces cinq dernières années, de voir la façon dont des organismes de paix de Slovaquie, de Biélorussie, de Lituanie, d'Ukraine et de

Slovaquie étaient rassemblés avec nos branches européennes et discutaient des différences politiques et polémologiques. La notion de "réconciliation" en tant que moyen de consolidation de la paix a été merveilleusement expliquée par celui qui a ouvert la réunion, c'est-à-dire le Pr. Jerzy Wiatr (président du Conseil Social de la Fondation Œcuménique "Tolérance"), un concept que nous oublions souvent dans nos débats passionnés. Il y a beaucoup de potentiel de l'autre côté de ce qui fut auparavant le Rideau de fer,

tout particulièrement à notre époque. La Russie, en tant qu'ancienne puissance politique et militaire se remet au combat, et cela entraîne l'implication du Mouvement International. Souhaitons-nous revenir à l'époque de la Guerre Froide (ou "paix belliqueuse") ou prenons-nous cette opportunité avec nos frères et sœurs de voir comment il est possible de régler nos différends de façon pacifique et apporter notre aide à la création d'un monde libre de toute guerre et de souffrance?

Johannes

Vous pouvez retrouver ces articles et bien d'autres dans le numéro 51 du MIR en ACTION, édition spéciale "Asie". Sur le site : <http://www.ifor.org/> ou en copiant le lien suivant : http://www.ifor.org/articles/PUBLICATIONS/IFA/IFA_51_French_web.pdf
Visitez régulièrement le site du MIR et la section "Communiqués Spéciaux" (<http://www.ifor.org/reports.html>) pour tous les communiqués récents des membres « sur le terrain » !

DE-CI DE-LÀ

Journée internationale de la non-violence

A l'occasion de la journée internationale de la non-violence, nous vous invitons comme tous les ans à la prière interreligieuse, proposée par le MIR, le comité interreligieux de la Famille Franciscaine et la Mission

populaire évangélique et des mouvements de non-violence et de paix ancrés dans une tradition religieuse. **Le 1er octobre 2009, à partir de 19 h 30**, à la Maison Verte, 127 rue Marcadet, 75018 Paris.

Formation à l'intervention civile de paix

Du 4 septembre, 18h au 11 septembre, 18h à Poissy (78). Organisée par le Comité pour une intervention Civile de paix, le Collectif Guatemala, Nonviolence Peaceforce et Peace Brigades International. Cette formation est ouverte aux personnes de plus de 18 ans capables de

travailler en français et en anglais. Pour plus d'information contacter **DIRECTEMENT** le Comité pour une Intervention Civile de la Paix :

comiteipc@free.fr , tel : 01 45 44 48 25,
www.interventioncivile.org

Aguigui Mouna le pacifiste

Pour les 10 ans de sa mort, L'Union Pacifiste rend hommage à André Dupont, dit Aguigui Mouna, « le dernier amuseur public de Paris ».

De nombreux artistes se sont réunis pour célébrer celui

qui était « une manif à lui tout seul ».

Disque (13 titres), disponible auprès de l'Union Pacifiste - BP 196 - 75624 Paris CEDEX 13

13€ (port compris)

Un jeûne « long » du 3 au 9 août pour l'abolition des armes nucléaires

Un jeûne « long » du 3 au 9 août veut souligner la gravité de la situation. Pour la 2ème fois, à l'initiative de la Canva (Coordination des Actions Non-Violentes de l'Arche de Lanza del Vasto, membre de Stop Essais et du Réseau « Sortir du Nucléaire »), un petit groupe préparera la présence plus importante des jeûneurs qui arriveront le jour anniversaire du bombardement d'Hiroshima, le 6 août. Vous êtes invités à venir dès le 3 août rejoindre ou rendre visite à ces jeûneurs au Mur

pour la Paix, place Joffre, Champ de Mars à Paris. Il est prévu une charte et un suivi médical pour garantir le bon déroulement de cette action. L'hébergement se fera à nouveau dans un local mis à disposition par la Mairie du 2ème (Contacts : Pierre Rosenzweig - mail : canva.pr@no-log.org tél. : 09 64 46 31 91) ou (pour la maison de vigilance : Contacts: à Taverny : Agnès Le Coutour: 06 48 42 80 06, à Paris : Marie Claude Thibaud : 06 71 60 05 46)

Le site web de l'Observatoire

L'Observatoire international de l'usage du viol comme tactique de guerre présente des études et des recherches sur le viol comme tactique de guerre. Le

MIR en est membre. Le site web de l'Observatoire a été profondément modifié et amélioré, nous vous invitons à le visiter : <http://www.viol-tactique-de-guerre.org>

Cercles de silence : honneur et consciences

Sur la place du Palais-Royal, en ce mardi 26 mai 2009, des femmes et des hommes protestent sous un ciel d'azur alors que les heures précédentes n'ont été que nuages sombres et trombes d'eau sur la ville. Face au Conseil d'Etat, ils disent tout simplement non. Ils clament leur indignation, peut-être même leur colère. Mais ils ne bougent pas, ne martèlent aucun slogan, ne brandissent aucun poing et seuls quelques-unes et quelques-uns portent sur leurs dos des pancartes. Il est dix-huit heures trente, c'est la sortie des bureaux, la rue de Rivoli, comme de coutume, est encombrée mais pas plus le vacarme de la circulation que le grondement souterrain du métro ne sont audibles. En réalité, c'est le silence de ces manifestants qui est assourdissant. C'est lui qui pèse sur la place, rendant secondaire toute l'agitation des alentours. C'est lui qui prend le passant ou le touriste à la poitrine ou à la gorge et le fait se retourner, s'inquiéter, parfois s'éloigner après s'être demandé ce qui peut bien se passer. C'est ce silence qui transforme la place en clairière, en sanctuaire. Combien sont-ils ? Cent ? Deux cents, peut-être. Une journaliste dépêchée par un quotidien populaire les compte un par un. Ils ne sont ni masse, ni paquets humains ni foule gesticulante mais ils composent au contraire la plus belle forme géométrique, égalitaire et solidaire. Ils forment un cercle. Un Cercle de silence qui va durer une heure. Soixante minutes d'interpellation muette. Une heure pour «dénoncer les traitements inhumains réservés aux migrants du seul fait qu'ils n'ont pas de papiers en règle.» Une heure pour interpellier les consciences d'un pays, dit des Droits de l'Homme, dont des lois, décrets et circulaires «brisent des vies humaines et font voler en éclat des couples et des familles.» Nombre d'entre eux, mais pas tous, sont croyants. Des «cathos» comme l'on dit ici, avec parfois cette petite moue de mépris qu'arborent les ultras de la laïcité pour discréditer ceux qui, envers et contre tout, gardent et affichent leur foi. Ces croyants savent, n'ont pas oublié, ce que cette phrase de l'Eternel signifie : «Tu accueilleras l'étranger». D'autres sont là par conviction, celle qu'inspire le devoir d'humanité face «aux interpellations au faciès», face à «l'enfermement d'hommes, de femmes et même d'enfants dans des centres de rétention administrative et leur expulsion». Tous n'acceptent pas que «la France refuse sa protection aux demandeurs d'asile qui sont exposés à de très graves dangers en cas de retour dans leur pays d'origine». Tous dénoncent et refusent «cette

chasse aux étrangers qui inflige des traumatismes profonds à ceux qui en sont les témoins, à la société tout entière, aux enfants particulièrement». Au centre du Cercle, brûle la flamme d'une lampe à pétrole posée à même le sol. A bonne distance des unes et des autres, elle incarne tant de choses, tant de souffles, de mémoires d'hommes, d'espérances. Elle rappelle que, de tous temps, l'Humanité réunie autour d'un feu a su trouver les moyens de survivre et de faire face aux épreuves les plus dures. A entendre ce Cercle, à l'observer, à le partager, l'on se sent homme parmi les hommes. Et l'on réalise aussi la puissance du silence. Une heure sans parler, à rester immobile, les bras pendants, derrière le dos ou croisés. Une heure d'intériorité. Une éternité. Ce silence vaut mille violences contre l'iniquité, l'injustice et toutes ces tares qui, justement, savent si bien se nourrir de la violence pour se renforcer et triompher. Un cercle, deux cercles, dix, ils sont désormais plus de 140 à se former ici et là dans l'Hexagone, tous les troisièmes vendredis du mois mais aussi lorsque des circonstances exceptionnelles l'exigent comme en ce mardi, lendemain de l'ouverture de la morne campagne électorale pour les élections européennes. De six à huit mille participants. Encore plus demain, sûrement. Il ne s'agit pas de manifestations banales mais d'un rassemblement «d'humanistes épars», d'une «objection de conscience», d'une révolte non violente avec «l'arrêt de la politique d'enfermement et d'expulsion des étrangers» pour seul mot d'ordre général. Il y a souvent deux France. Il y a celle que l'on moque et celle que l'on admire ; celle que l'on honnit et exècre et celle que l'on aime et respecte ; celle qui accable et désespère et celle qui redonne espoir et foi dans et à l'Humanité. Celles et ceux qui composent, mois après mois, les Cercles de silence, font assurément partie de la seconde. Ces femmes et ces hommes sont l'honneur de leur pays, sa conscience et leur mérite est grand que de vouloir «que la France redevienne un pays d'accueil sans cesse enrichi et transformé par des êtres humains venus du monde entier». Leur rendre hommage n'est pas qu'un simple remerciement mais une obligation. Un devoir pour que l'on sache, au Sud comme au Nord, qu'il existe des Françaises et des Français qui, comme d'autres avant eux, ne craignent pas de se lever pour dire non quand tant d'autres se couchent ou détournent la tête.

Le Quotidien d'Oran, jeudi 27 mai 2009; Akram Belkaïd

Communiqué et appel à signatures

Appel à signatures pour la défense des droits des peuples indigènes et de la biodiversité de l'Amazonie au Pérou, Patrimoine de l'humanité.

Les communautés indigènes natives de l'Amazonie péruvienne, rassemblées dans l'Association Interethnique pour le développement de la forêt péruvienne » (AIDSESEP), ont entamé depuis le 9 avril 2009 une grève générale en réponse aux décrets législatifs (DL) 994, 1064, 1020, 1081, 1089, 1090, 1083, 1060 et 997, émis par le gouvernement du président Alan Garcia dans le cadre de la mise en œuvre des Traités de Libre Commerce signés avec les États Unis et avec la Chine, et en vue du futur Accord d'association bilatérale avec l'Europe.

Les DL émis par le gouvernement menacent les droits des populations autochtones et la biodiversité de la forêt. Plus de 60% de la superficie du Pérou est constitué par la forêt amazonienne. 70% de celle-ci a été divisé en lots attribués par le gouvernement aux multinationales pour la prospection et/ou l'exploitation d'énergies fossiles et de minerais. Ces lots se trouvent en grande partie dans des zones classées « réserves naturelles » ou sur les territoires habités par les peuples indigènes. Les effets de cette exploitation sur l'environnement et la santé des populations sont d'une extrême gravité.

Ces DL prévoient également la mise en vente des terres de la forêt aux multinationales liées aux filières des agro-combustibles, de l'eau, de la cellulose, des cultures transgéniques et ouvrent les portes à la bio-piraterie. Actuellement, 4 millions d'hectares de terres de la forêt sont mis en vente. La forêt amazonienne péruvienne représente une réserve de la biodiversité mondiale, et elle est un rempart contre le réchauffement de la planète.

Personne n'a le droit de l'utiliser à des fins de

spéculation financière. Les populations natives qui vivent dans ces régions détiennent l'expérience et les connaissances ancestrales du lieu, elles ont prouvé être les seules à avoir la maîtrise d'une gestion soutenable et « moderne » des ressources naturelles.

Ces populations : ce sont des citoyens péruviens, mais aussi des citoyens du Monde. Entre l'avenir de la planète et les intérêts privés, le choix est simple...

Nous demandons donc au gouvernement d'Alan Garcia:

- L'abrogation immédiate de l'ensemble des 9 Décrets Législatifs attentatoires contre la vie des communautés indigènes natives, contre la biodiversité de l'Amazonie péruvienne, et contre le climat de la planète; le respect de la convention 169 de l'OIT relative aux peuples indigènes et tribaux, la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones ainsi que de la Convention sur la Biodiversité Biologique dont le gouvernement péruvien est signataire.

- La résolution pacifique du conflit, la fin de l'état d'urgence, la fin de la répression du mouvement de l'opposition aux DL et l'annulation du procès entamé contre ses dirigeants, Alberto Pizango Chota (président de AIDSESEP), Saúl Puerta Peña, Marcial Mudarra Taki, Servando Puerta Peña, Daniel Marsano Campos y Teresita Antaza López.

- La mise en place d'une politique répondant aux besoins des populations natives délaissées par tous les gouvernements pendant des siècles et vivant en situation d'extrême pauvreté.

Vous pouvez signer la pétition en ligne en sur le site de France-Amérique latine :
<http://www.franceameriquelatine.org>

Ce bulletin a été réalisé par Maria Biedrawa, Larissa de Kochko et Marie-Madeleine Piou



Mouvement International de la Réconciliation (MIR),
branche française

68, rue de Babylone, 75007 Paris,
Tél. : 01 47 53 84 05, Fax : 01 45 51 40 31
Courriel : mirfr@club-internet.fr,
Site Internet : www.mirfrance.org

Pour soutenir le MIR, remplir le coupon ci-joint, y joindre un chèque et nous l'envoyer. Nous restons à votre disposition pour toute information.

**Pour adhérer au MIR et/ ou
vous abonner aux Cahiers de la réconciliation**

Votre nom :

Votre prénom :

Votre adresse courriel :

Votre adresse :

- Je souhaite adhérer au MIR : 45 euros par an, 60 euros pour les couples, 80 euros pour les membres bienfaiteurs,
- Je souhaite devenir sympathisant du MIR (envoi du bulletin inclus) : 19,50 euros par an,
- Je souhaite m'abonner aux Cahiers de la Réconciliation : 24 euros par an depuis la France, 19 euros pour les petits budgets, 30 euros pour les abonnés bienfaiteurs, 42FS pour la Suisse, 26 euros pour l'UE et 29 euros pour les autres pays
- Je souhaite faire un don au MIR